



Paris, le 8 juillet 2013

Démarche stratégique = danger !

Dès l'annonce sans équivoque que le nouveau gouvernement ne changerait pas de doctrine et maintiendrait pour la DGFIP la politique budgétaire engagée par la majorité précédente, les organisations syndicales ont alerté les personnels sur les conséquences dangereuses d'un tel choix.

Depuis, les syndicats des Finances Publiques n'ont eu de cesse d'organiser la mobilisation nécessaire, seule alternative pour faire entendre les revendications des personnels et imposer d'autres choix pour améliorer les conditions de travail et la qualité des missions de service public.

Contrairement aux engagements présidentiels de rupture avec la RGPP et de promotion du dialogue social, les ministères financiers refusent d'instaurer des modes de négociations permettant de traiter l'ensemble des contentieux revendicatifs et donnent tout pouvoir de décision à la seule Ministre de la fonction publique, orientation qui pourrait détruire tous les acquis spécifiques gagnés par les luttes au sein de notre ministère et dans nos ex administrations fusionnées depuis 2008 !

Avec la démarche stratégique et sous couvert de prise en compte des aspirations des personnels, la Direction Générale a vainement tenté d'obtenir **l'adhésion des agents malgré eux, pour leur imposer :**

- **la gestion et l'acceptation de la diminution des effectifs et des pénuries d'emplois ;**
- **le démantèlement de leurs missions par le bais d'allègements et simplifications des process de travail mal inspirés;**
- **la remise en cause des droits et garanties collectives mais aussi individuelles (sur les droits à mutation, les carrières, la notation, les régimes indemnitaires particuliers...);**
- **les nouvelles attaques contre le maillage territorial avec des plans massifs de fermetures de trésoreries, de regroupement en pôle et de fusion des services ;**
- **par exemple et sans crainte du ridicule, la priorité des moyens de fonctionnement devant être donnée soit aux fournitures de bureau soit au chauffage.**

En s'appuyant sur les contraintes budgétaires, le gouvernement exige des agents de la DGFIP toujours plus de sacrifices :

- **Aucun geste sur les emplois, comme si près de 20 000 suppressions en quatre ans ne suffisaient pas ;**
- **Une remise en cause de leur statut, avec la mutualisation de la gestion des effectifs et les menaces qui pèsent sur leur système de retraite par répartition ;**
- **Un gel de leur rémunération alors que les écarts de rémunération se sont accrus ;**
- **Un travail dans des conditions matérielles et morales toujours plus difficiles.**

Et cela alors même que les missions de la DGFIP sont aucun doute socialement utiles et économiquement rentables.



De plus, compte tenu des débats en cours, l'acte III de la décentralisation pourrait induire à terme des risques pour l'avenir de notre administration à réseau déconcentré et cela alors même que nombre de sujets de négociations ne sont pas ouverts au niveau de la DGFIP, mais, bel et bien, renvoyés à d'autres niveaux. Et cela sans que le dialogue social à la DGFIP ne permettent d'avancée et que la seule réponse donnée soit la démarche stratégique!

- - -

Pour toutes ces raisons :

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT-Finances Publiques, FO-DGFIP, CFDT-Finances Publiques s'opposent à la démarche stratégique. Ils condamnent les expérimentations lancées, rebaptisées tests, (RIALTO, SIP-CDIF, fusion SPF-enregistrement, mutations locales...) et demandent la tenue d'un CTR pour exiger leur arrêt.

Ils exigent l'ouverture immédiate de négociations sur tous les contentieux revendicatifs posés et ont proposé à la Direction Générale une méthode d'organisation du dialogue social permettant de traiter des attentes des personnels.

Dans ce cadre, ils appellent les agents à refuser la logique destructrice dans laquelle s'inscrit la démarche stratégique et à se mobiliser pour construire collectivement des Etats Généraux basés sur leurs revendications et l'exigence d'un réel bilan contradictoire de la fusion.

Pour les organisations syndicales, la feuille de route reste claire !

- **Poursuivre et amplifier la démarche entreprise depuis la grève du 27 novembre à la DGFIP .**
- **Entreprendre une campagne dans tous les services pour les Etats Généraux, pour mettre en échec toutes les mesures régressives envisagées et mettre en débat, sur d'autres fondements, l'avenir de notre administration**

**ENSEMBLE LUTTONS CONTRE L'AUSTERITE,
DEFENDONS LA DGFIP ET LES SERVICES PUBLICS !**